

**REPERTOIRE N°081/GCC**

**DU 12 SEPTEMBRE 2018**

**DECISION N°081/CC DU 12 SEPTEMBRE 2018 RELATIVE  
À LA REQUÊTE PRÉSENTÉE PAR MADAME Rosine  
MAWANGA, CANDIDATE DU PARTI DEMOCRATIQUE  
GABONAIS, TENDANT A L'INVALIDATION DE LA  
CANDIDATURE DE MONSIEUR Jean Bernard ITEMBELA,  
CANDIDAT DE L'UNION SOCIALISTE PROGRESSISTE A  
L'ELECTION DES DEPUTES A L'ASSEMBLEE NATIONALE  
DES 06 ET 27 OCTOBRE 2018 AU SIEGE UNIQUE DU  
DEPARTEMENT DE LA LOUESTSI BIBAKA, PROVINCE DE  
LA NGOUNIE**

**AU NOM DU PEUPLE GABONAIS**

**LA COUR CONSTITUTIONNELLE,**

**Vu** la requête enregistrée au Greffe de la Cour le 7 septembre 2018, sous le n°092/GCC, par laquelle Madame Rosine MAWANGA, demeurant à Libreville Boîte Postale 8220, téléphone numéros : 07-07-77-60, 07-74-47-01, candidate du Parti Démocratique Gabonais à l'élection des députés à l'Assemblée Nationale des 6 et 27 octobre 2018, a saisi la Cour Constitutionnelle aux fins d'invalidation de la candidature de

Monsieur Jean Bernard ITEMBELA, candidat du parti politique dénommé l'Union Socialiste Progressiste à ladite élection sur le siège unique du Département de la LOUETSI-BIBAKA, Province de la NGOUNIE ;

**Vu** la Constitution ;

**Vu** la Loi Organique n°9/91 du 26 septembre 1991 sur la Cour Constitutionnelle, modifiée par l'Ordonnance n°00005/PR/2018 du 26 janvier 2018 ;

**Vu** la loi organique n°11/96 du 15 avril 1996 relative à l'élection des députés à l'Assemblée Nationale, modifiée par l'ordonnance n°00001/PR/2018 du 26 janvier 2018 ;

**Vu** le Règlement de Procédure de la Cour Constitutionnelle n°035/CC/06 du 10 novembre 2006, modifié par le Règlement de Procédure de la Cour Constitutionnelle n°033/CC/2016 du 29 juin 2016 ;

**Vu** la loi n°07/96 du 12 mars 1996 portant dispositions communes à toutes les élections politiques, modifiée par l'ordonnance n°00004/PR/2018 du 26 janvier 2018 ;

**Vu** la loi n°17/96 du 15 avril 1996 portant dispositions spéciales relatives à l'élection des députés à l'Assemblée Nationale, modifiée par l'ordonnance n°00002/PR/2018 du 26 janvier 2018 ;

## **Le Rapporteur ayant été entendu**

**1 - Considérant** que par requête susvisée, Madame Rosine MAWANGA, demeurant à Libreville Boîte Postale 8220, téléphone numéros : 07-07-77-60 , 07-74-47-01, candidate du Parti Démocratique Gabonais à l'élection des députés à

l'Assemblée Nationale des 6 et 27 octobre 2018, a saisi la Cour Constitutionnelle aux fins d'invalidation de la candidature de Monsieur Jean Bernard ITEMBELA, candidat de l'Union Socialiste Progressiste à ladite élection sur le siège unique du Département de la LOUETSI-BIBAKA, Province de la NGOUNIE ;

**2 - Considérant** que pour voir prospérer sa requête, Madame Rosine MAWANGA explique qu'elle est candidate pour le compte du Parti Démocratique Gabonais à la prochaine élection des députés à l'Assemblée Nationale au siège unique du Département de la LOUETSI-BIBAKA ; qu'en consultant les listes électorales du Département concerné, elle a constaté que le nom de Monsieur Jean Bernard ITEMBELA, candidat du parti politique dénommé Union Socialiste Progressiste dans ladite circonscription électorale, ne figurait sur aucune des listes électorales ; qu'elle ajoute qu'il y a très longtemps que Monsieur Jean Bernard ITEMBELA ne fait plus partie de l'électorat du Département de LOUETSI-BIBAKA ; qu'elle conclut qu'en vertu des dispositions combinées des articles 30 de la n°07/96 du 12 mars 1996, modifiée, susvisée, et 9 de la loi organique n°11/96 du 15 avril 1996, modifiée, susvisée, la candidature de Monsieur Jean Bernard ITEMBELA doit être invalidée ;

**3 - Considérant** qu'entendu lors de l'instruction, Monsieur Jean Bernard ITEMBELA confirme n'être pas inscrit sur la liste électorale du Département de la LOUETI-BIBAKA où il a présenté sa candidature à l'élection des députés à l'Assemblée Nationale des 6 et 27 octobre 2018 ;

**4 - Considérant** qu'aux termes des dispositions de l'article 30 de la loi n°07/96 du 12 mars 1996 modifiée, susvisée, portant dispositions communes à toutes les élections politiques, sont éligibles, tous les électeurs, sous réserve des dispositions constitutionnelles et des conditions spécialement prévues par la loi pour chaque catégorie d'élection ; que s'agissant de l'élection des députés à l'Assemblée Nationale, l'article 9 la loi organique n°11/96 du 15 avril 1996 relative à l'élection des députés à l'Assemblée Nationale, modifiée, dispose : « sont éligibles à l'Assemblée Nationale, tous les électeurs âgés de dix-huit ans révolus jouissant de leurs droits civiques et qui ne sont dans aucun cas d'incapacité électorale prévu par loi portant dispositions communes à toutes les élections politiques. » ; qu'il suit de là que Monsieur Jean Bernard ITEMBELA qui n'était inscrit sur aucune liste électorale des vingt bureaux de vote que compte le Département de LOUETSI-BIBAKA, ne peut y être candidat ; qu'en conséquence, sa candidature doit être invalidée ;

## **DECIDE**

**Article premier :** La candidature de Monsieur Jean Bernard ITEMBELA, à l'élection des députés à l'Assemblée Nationale des 6 et 27 octobre 2018 au siège unique du Département de la LOUETSI-BIBAKA, Province de la NGOUNIE, est invalidée.

**Article 2 :** La présente décision sera notifiée aux parties, au Président de la République, au Premier Ministre, au Président du Sénat, communiquée au Président du Centre Gabonais des Elections et publiée au Journal Officiel de la République Gabonaise ou dans un journal d'annonces légales.

Ainsi délibéré et décidé par la Cour Constitutionnelle en sa séance du douze septembre deux mil dix-huit où siégeaient :

**Madame Marie-Madeleine MBORANTSUO**, Président,

**Madame Louise ANGUE**,

**Monsieur Christian BAPTISTE QUENTIN ROGOMBE**,

**Madame Claudine MENVOULA ME NZE ép. ADJEMBIMANDE**,

**Monsieur François de Paul ADIWA-ANTONY**

**Monsieur Christian BIGNOUMBA FERNANDES**,

**Monsieur Jacques LEBAMA**,

**Madame Afriquita Dolorès AGONDJO ép. BANYENA**, Membres,  
assistés de Maître **Jean Laurent TSINGA**, Greffier en Chef.

Et ont signé, le Président et le Greffier en Chef/-

